



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le 15 mai 2023,

Dans une lettre ouverte au président de la République, la FFB, la FNAIM, la FPI, le Pôle Habitat FFB, PROCIVIS et l'UNIS demandent de puissantes mesures d'urgence face à la crise du logement qui s'installe durablement dans notre pays.

Alors que les conclusions du Conseil national de la refondation (CNR) dédié au logement étaient attendues le 9 mai dernier, son report a suscité de l'incompréhension et une vive inquiétude. Le logement constitue en effet la première dépense contrainte des ménages et la crise s'amplifie.

La hausse des taux d'intérêt réduit la capacité d'emprunt des Français. Des propriétaires qui souhaitent déménager se trouvent contraints de différer leurs projets. Des locataires qui veulent accéder à la propriété doivent y renoncer. Les parcours résidentiels se grippent et faute de rotation, le marché locatif se bloque, créant des tensions qui devraient encore s'accroître en septembre ; d'autant que les investisseurs particuliers et plus encore institutionnels l'ont déserté face à des rendements affaiblis et que la sortie progressive du marché des logements les plus énergivores va accroître la pénurie.

Pour éviter l'aggravation de la crise, les organisations signataires demandent l'allègement des contraintes mises en place par le Haut conseil de stabilité financière en janvier 2022 ainsi que le rétablissement du prêt à taux zéro avec une quotité de 40 % sur l'ensemble du territoire assorti d'un élargissement de la cible éligible et d'une révision des plafonds d'opérations afin de tenir compte de la hausse des prix.

Les signataires estiment aussi nécessaire de remettre en place le dispositif Pinel dans sa version 2022 dans l'attente d'un travail collégial sur le statut du bailleur privé.

Enfin, il est impératif de mieux accompagner la rénovation énergétique grâce à des moyens à la hauteur des enjeux, de façon à rendre les objectifs atteignables avec les ressources des ménages. Pour cela, outre un financement public accru, des solutions bancaires sont nécessaires. À défaut, il faudra se résoudre à assouplir le calendrier imposé par la loi climat et résilience notamment pour le rendre compatible avec les contraintes de prises de décision en copropriété et éviter des pertes irréversibles dans le parc locatif privé.

Parce que le logement répond à des besoins liés aux évolutions démographiques et socio-économiques, mais aussi aux enjeux de mobilité et d'emploi qui concernent l'ensemble des territoires, il faut agir vite.

Or, le président de la République annonce, à la surprise générale, l'organisation d'une nouvelle « conférence des parties » sur le logement. Après déjà des mois de travail collectif dans le cadre du CNR, les principales organisations du secteur attendent d'urgence des mesures chiffrées, un calendrier de mise en œuvre rapide et des moyens financiers adaptés aux enjeux.

[Retrouvez la « Lettre ouverte au président de la République »](#)



CONTACTS PRESSE

FNAIM

Carol Galivel / Valentin Eynac | 01 41 05 02 02 / 06 09 05 48 63 | galivel@galivel.com

FFB

Anaïk Cucheval | 06 75 62 93 19 | cuchevala@national.ffbatiment.fr

Pôle Habitat FFB

Christophe Boucaux | 06 86 69 50 55 | boucauxc@habitat.ffbatiment.fr

FPI

Sophie Mazoyer | 06 76 16 07 01 | s.mazoyer@fpifrance.fr

Isabelle Rivière | 06 27 94 98 63 | isabelle.riviere@publicisconsultants.com

PROCIVIS

Maxime Taillebois | 06 08 31 30 02 | maxime.taillebois@procivis.fr

UNIS

Charlène Guidez | 01 58 22 25 98 | c.guidez@auvray-boracay.com

Justine Allame | 06 59 26 31 65 | j.allame@auvray-boracay.com